



Brussels
12.12.2025
HR.B.1.003

VACANCY NOTICE FOR A POST OF SECONDED NATIONAL EXPERT ⁽¹⁾

DG – Directorate – Unit DG - Direction – Unité GD - Direktion - Referat	AGRI.A.2
Post Number in Sysper Numéro de poste dans Sysper Stellennummer in Sysper	506104
Provisional Starting Date Date d'entrée en fonction prévisionnelle Gewünschter Dienstantritt Initial Duration (months) Durée initiale (mois) Dauer (Monate) Place of Secondment Lieu de détachement Abordnungsort	Q1 2026 24 Brussels Bruxelles Brüssel
Type of Secondment Type de détachement Art der Entsendung	Cost-free Sans frais Unentgeltlich abgeordnet
This Vacancy Notice is open to Cet avis de vacance est ouvert aux Die Stelle ist offen für	Member States États membres Mitgliedstaaten
Deadline for Applications Date limite de candidature Bewerbungsschluss	25.02.2026
Eligibility Criteria Critères d'éligibilité Zulassungsbedingungen	English Version , Version Française , Deutsche Version

⁽¹⁾ To ensure accessibility and inclusivity, this notice is provided in the three official languages of the European Union: English, French, and German. For the job descriptions please refer to your preferred language version.



Brussels
12.12.2025
HR.B.1.003

Entity presentation:

As part of DG AGRI's directorate for Strategy and Policy analysis our unit AGRI-A.2 is responsible for "Outlook and Analysis". Our analytical work provides insights on economic, environmental, climate, and social dimensions of EU agriculture and the Common Agricultural Policy. We develop short-term and medium-term outlooks for EU agricultural markets, organize the annual Outlook Conference, and manage the Farm Sustainability Data Network (FSDN). For 60 years, as the Farm Accountancy Data Network (FADN), this network has supported our analytical work and wider research efforts at the farm level.

In early 2025, we began transitioning from FADN to FSDN. This shift enables data collection across economic, environmental, and social sustainability indicators, enhancing interoperability and data sharing across Member States and the EU. As EU agriculture tackles the complex green and digital transitions, FSDN strengthens our ability to provide robust analyses and support evidence-based policymaking for EU agriculture and food systems. Our unit consists of 28 colleagues from 16 EU nationalities, divided into outlook and FADN/FSDN teams. We foster a dynamic, cooperative, and friendly work environment, facilitating interactions across DG AGRI, Member States, the Joint Research Centre, other DGs, stakeholders, and the scientific community.

Job presentation:

A position as socio-economic analyst in agri-environment, climate, and economics. The successful candidate will enhance our analytical capacity, contributing with analyses of farm-level economic indicators and conducting scenario analysis that support policy-making on EU agriculture. The candidate will access cutting-edge information, data, models, and analytical tools, with the chance to collaborate with the Joint Research Centre on econometric models, and will participate in workshops, seminars, and conferences, and liaise with technical experts, scientific bodies, and institutes.

The transition to FSDN offers the first set of farm-level indicators covering economic and environmental dimensions of sustainability. This presents a unique opportunity to merge analyses and explore new insights, trade-offs, and trends potentially shaping future policies. The jobholder's role includes contributing to tasks related to the FSDN transition, such as drafting guidelines for Member States on new FSDN variables. These efforts ensure a smooth transition and maximize the potential of this expanded data source.

Jobholder profile:

A team-player colleague with strong analytical and modelling skills, excellent drafting, and presentation abilities committed to delivering high-quality outputs. Experience with FADN data in analysis or modelling is essential and understanding EU legislation and implications for CAP and farming is vital. Relevant experience in analysing and



modelling agricultural farm-level data, scenario analysis, economic and environmental indicators—such as accountancy, greenhouse gas emissions, nutrient management, biodiversity, or plant protection—would be useful.

Familiarity with econometric and biophysical models is advantageous, and a proven record in data interoperability, sharing between various sources (accountancy, environmental, statistical), alongside related IT skills, is valuable.

High organizational ability and initiative, capacity to work autonomously and collaboratively, with a positive, solution-oriented, flexible approach are also required as well as strong drafting and communication skills in English.



Brussels
12.12.2025
HR.B.1.003

Présentation de l'entité:

Dans le cadre de la direction de la stratégie et de l'analyse des politiques de la DG AGRI, notre unité AGRI-A.2 est chargée des « perspectives et de l'analyse ». Nos travaux d'analyse fournissent des informations sur les dimensions économique, environnementale, climatique et sociale de l'agriculture de l'UE et de la Politique agricole commune. Nous élaborons des perspectives à court et moyen terme pour les marchés agricoles de l'UE, organisons la conférence annuelle sur les perspectives agricoles de l'Union et gérons le réseau d'information sur la durabilité des exploitations agricoles (RIDEA). Depuis 60 ans, connu en tant que réseau d'information comptable agricole (RICA), ce réseau soutient nos travaux d'analyse et les efforts plus larges de recherche au niveau des exploitations agricoles.

Début 2025, nous avons commencé la transition du RICA vers le RIDEA. Ce changement permet la collecte de données portant sur des indicateurs de durabilité économique, environnementale et sociale, renforçant ainsi l'interopérabilité et le partage de données entre les États membres et l'UE. Alors que l'agriculture de l'UE entame ses transitions écologique et numérique complexes, le RIDEA renforce notre capacité à fournir des analyses solides et à soutenir l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes pour l'agriculture et les systèmes alimentaires de l'UE. Notre unité se compose de 28 collègues de 16 nationalités de l'UE, répartis en deux équipes : « Perspectives » et « RICA/RIDEA ». Nous favorisons un environnement de travail dynamique, coopératif et convivial, en facilitant les interactions entre la DG AGRI, les États membres, le Centre commun de recherche, d'autres DG, les parties prenantes et la communauté scientifique.

Présentation du poste:

Un poste d'analyste socio-économique dans les domaines de l'agroenvironnement, du climat et de l'économie. Le candidat retenu renforcera nos capacités d'analyse, en contribuant par des analyses d'indicateurs économiques au niveau des exploitations et en réalisant des analyses de scénarios qui soutiennent l'élaboration des politiques agricoles de l'UE. Le candidat aura accès à des informations, des données, des modèles et des outils analytiques de pointe, avec la possibilité de collaborer avec le Centre commun de recherche sur les modèles économétriques, participera à des ateliers, des séminaires et des conférences, et assurera la liaison avec des experts techniques, des organismes scientifiques et des instituts.

La transition vers le RIDEA offre la première série d'indicateurs au niveau des exploitations couvrant les dimensions économique et environnementale de la durabilité. Il s'agit d'une occasion unique de fusionner les analyses et d'explorer de nouvelles idées, d'identifier les compromis nécessaires et les nouvelles tendances susceptibles de façonner les politiques futures. Le rôle du titulaire du poste consiste notamment à contribuer aux tâches liées à la transition vers le RIDEA, telles que l'élaboration de



lignes directrices à l'intention des États membres sur les nouvelles variables du RIDEA. Ces efforts garantissent une transition en douceur et maximisent le potentiel de cette source de données élargie.

Profil du titulaire du poste:

Un collègue désireux de travailler en équipe, possédant de solides compétences en matière d'analyse et de modélisation, d'excellentes capacités de rédaction et de présentation et s'engageant à fournir des résultats de haute qualité. L'expérience acquise avec les données du RICA en matière d'analyse ou de modélisation est essentielle et il est essentiel de comprendre la législation de l'UE et ses implications pour la PAC et l'agriculture. Une expérience pertinente en matière d'analyse et de modélisation de données au niveau des exploitations agricoles, d'analyse de scénarios, d'indicateurs économiques et environnementaux, tels que la comptabilité, les émissions de gaz à effet de serre, la gestion des nutriments, la biodiversité ou la protection des végétaux, serait utile.

La connaissance des modèles économétriques et biophysiques est avantageuse, et une expérience avérée en matière d'interopérabilité des données, de partage entre différentes sources (comptabilité, environnement, statistique), ainsi que de compétences informatiques connexes, sont précieuses.

Une grande capacité d'organisation et d'initiative, une capacité à travailler de manière autonome et collaborative, avec une approche positive, orientée vers les solutions et flexible sont également requises, ainsi que de solides compétences rédactionnelles et de communication en anglais.



Brussels
12.12.2025
HR.B.1.003

Entitätsvorstellung:

Als Teil der Direktion Strategie und Politikanalyse der GD AGRI ist unser Referat AGRI-A.2 für „Vorausblick und Analyse“ zuständig. Unsere analytische Arbeit bietet Einblicke in die wirtschaftliche, ökologische, klimatische und soziale Dimension der EU-Landwirtschaft und der gemeinsamen Agrarpolitik. Wir entwickeln kurz- und mittelfristige Vorausblicke für die EU-Agrarmärkte, organisieren eine jährliche Konferenz, in der wir den Bericht zum Vorausblick der Agrarmärkte vorstellen und verwalten das Datennetz für die Nachhaltigkeit landwirtschaftlicher Betriebe (FSDN). Seit 60 Jahren unterstützt dieses Informationsnetz landwirtschaftlicher Buchführungen, (INLB) unsere analytische Arbeit und die umfassenderen Forschungsanstrengungen auf Betriebsebene.

Anfang 2025 begannen wir mit dem Übergang vom INLB zum FSDN. Dieser Wandel ermöglicht die Erhebung von Daten von wirtschaftlichen, ökologischen und sozialen Nachhaltigkeitsindikatoren hinweg und verbessert die Interoperabilität und den Datenaustausch zwischen den Mitgliedstaaten und der EU. Da die Landwirtschaft in der EU den komplexen ökologischen und digitalen Wandel angeht, stärkt das FSDN unsere Fähigkeit, solide Analysen bereitzustellen und eine faktengestützte Politikgestaltung für die Agrar- und Lebensmittelsysteme der EU zu unterstützen. Unser Referat besteht aus 28 Kolleginnen und Kollegen aus 16 EU-Mitgliedstaaten, die in Prospektivteams und INLB/FSDN-Teams unterteilt sind. Wir fördern ein dynamisches, kooperatives und freundliches Arbeitsumfeld, das die Interaktion zwischen der GD AGRI, den Mitgliedstaaten, der Gemeinsamen Forschungsstelle, anderen Generaldirektionen, Interessenträgern und der Wissenschaftsgemeinschaft erleichtert.

Stellenbeschreibung:

Eine Position als sozioökonomische/er Analytikerin in den Bereichen Agrarumwelt, Klima und Wirtschaft. Der erfolgreiche Bewerber/die erfolgreiche Bewerberin wird unsere Analysekapazitäten verbessern, indem er/sie mit Analysen von Wirtschaftsindikatoren auf Betriebsebene beiträgt und Szenarioanalysen durchführt, die die Politikgestaltung im Bereich der EU-Landwirtschaft unterstützen. Die Bewerber/innen werden Zugang zu neuesten Informationen, Daten, Modellen und Analyseinstrumenten haben und die Möglichkeit haben, mit der Gemeinsamen Forschungsstelle bei ökonometrischen Modellen zusammenzuarbeiten, an Workshops, Seminaren und Konferenzen teilzunehmen und mit technischen Sachverständigen, wissenschaftlichen Gremien und Instituten zusammenzuarbeiten.

Der Übergang zum FSDN bietet eine Reihe von Indikatoren auf Betriebsebene, die die wirtschaftliche und ökologische Dimension der Nachhaltigkeit abdecken. Dies bietet eine einzigartige Gelegenheit, Analysen zusammenzuführen und neue Erkenntnisse, Kompromisse und Trends zu erkunden, die möglicherweise die künftige Politik prägen.



Zu den Aufgaben des Stelleninhabers/ der Stelleninhaberin gehört es, zu Aufgaben im Zusammenhang mit dem FSDN-Übergang beizutragen, z. B. zur Ausarbeitung von Leitlinien für die Mitgliedstaaten zu neuen FSDN-Variablen. Diese Bemühungen gewährleisten einen reibungslosen Übergang und maximieren das Potenzial dieser erweiterten Datenquelle.

Anforderungsprofil:

Eine/n Mitarbeiterin mit ausgeprägten Team- sowie Analyse- und Modellierungsfähigkeiten, ausgezeichneten redaktionellen Fähigkeiten und Präsentationsfähigkeiten, die/der sich für die Erzielung hochwertiger Ergebnisse einsetzt. Erfahrungen mit INLB-Daten in der Analyse oder Modellierung sind von entscheidender Bedeutung, sowie ein Verständnis der EU-Rechtsvorschriften und ihrer Auswirkungen auf die GAP und die Landwirtschaft. Einschlägige Erfahrungen mit der Analyse und Modellierung von Daten auf landwirtschaftlicher Betriebsebene, Szenarioanalysen, Wirtschafts- und Umweltindikatoren – wie Buchführung, Treibhausgasemissionen, Nährstoffmanagement, biologische Vielfalt oder Pflanzenschutz – wären nützlich.

Die Vertrautheit mit ökonometrischen und biophysikalischen Modellen ist von Vorteil, ein erwiesener Nachweis in der Arbeit mit Dateninteroperabilität, der Austausch zwischen verschiedenen Quellen (Buchführung, Umwelt, Statistik) sowie die damit verbundenen IT-Kenntnisse sind wertvoll.

Erforderlich sind auch eine hohe organisatorische Fähigkeit und Eigeninitiative, die Fähigkeit zu autonomem und kooperativem Arbeiten mit einem positiven, lösungsorientierten und flexiblen Ansatz sowie ausgeprägte redaktionelle und kommunikative Fähigkeiten in englischer Sprache.



Eligibility criteria

The secondment will be governed by the **Commission Decision C(2008) 6866** of 12/11/2008 laying down rules on the secondment to the Commission of national experts and national experts in professional training (SNE Decision).

Under the terms of the SNE Decision, you need to comply with the following eligibility criteria at **the starting date** of the secondment:

- Professional experience: at least three years of professional experience in administrative, legal, scientific, technical, advisory or supervisory functions which are equivalent to those of function group AD.
- Seniority: having worked for at least one full year (12 months) with your current employer on a permanent or contract basis.
- Employer: must be a national, regional or local administration or an intergovernmental public organisation (IGO); exceptionally and following a specific derogation, the Commission may accept applications where your employer is a public sector body (e.g., an agency or regulatory institute), university or independent research institute.
- Linguistic skills: thorough knowledge of one of the EU languages and a satisfactory knowledge of another EU language to the extent necessary for the performance of the duties. If you come from a third country, you must produce evidence of a thorough knowledge of the EU language necessary for the performance of his duties.

Conditions of secondment

During the full duration of your secondment, you must remain employed and remunerated by your employer and covered by your (national) social security system.

You shall exercise your duties within the Commission under the conditions as set out by aforementioned SNE Decision and be subject to the rules on confidentiality, loyalty and absence of conflict of interest as defined therein.

In case the position is published with allowances, these can only be granted when you fulfil the conditions provided for in Article 17 of the SNE decision.

Staff posted in a European Union Delegation are required to have a security clearance (up to SECRET UE/EU SECRET level according to [Commission Decision \(EU, Euratom\) 2015/444 of 13 March 2015](#)). It is up to you to launch the vetting procedure before getting the secondment confirmation.



Submission of applications and selection procedure

If you are interested or have any questions, please follow the instructions and communication channels set up by your national administration.

The European Commission **only accepts applications which have been submitted through the Permanent Representation / Diplomatic Mission to the EU of your country, the EFTA Secretariat or through the channel(s) it has specifically agreed to.** Applications received directly from you or your employer will not be taken into consideration.

You should draft your CV in English, French or German using the **Europass CV format** ([Create your Europass CV | Europass](#)). It must mention your nationality.

Please do not add any other documents (such as copy of passport, copy of degrees or certificate of professional experience, etc.). If necessary, these will be requested at a later stage.

Processing of personal data

The Commission will ensure that candidates' personal data are processed as required by Regulation (EU) 2018/1725 of the European Parliament and of the Council ⁽²⁾. This applies in particular to the confidentiality and security of such data. Before applying, please read the attached privacy statement.

⁽²⁾ Regulation (EU) 2018/1725 of the European Parliament and of the Council of 23 October 2018 on the protection of natural persons with regard to the processing of personal data by the Union institutions, bodies, offices and agencies and on the free movement of such data, and repealing Regulation (EC) No 45/2001 and Decision No 1247/2002/EC (OJ L 295, 21.11.2018, p. 39)



Critères d'éligibilité

Le détachement sera régi par la **décision de la Commission C(2008) 6866** du 12/11/2008 relative au régime applicable aux experts nationaux détachés et aux experts nationaux en formation professionnelle auprès des services de la Commission (décision END).

Aux termes de la décision END, vous devrez obligatoirement remplir les critères d'éligibilité suivants **à la date de début du détachement** :

- Expérience professionnelle : posséder une expérience professionnelle d'au moins trois ans dans des fonctions administratives, judiciaires, scientifiques, techniques, de conseil ou de supervision, à un grade équivalant au groupe de fonctions administrateur AD;
- Ancienneté de service : avoir une ancienneté d'au moins un an (12 mois) auprès de votre employeur actuel, dans un cadre statutaire ou contractuel;
- Employeur : être employé par une administration publique nationale, régionale ou locale, ou par une organisation intergouvernementale (OIG); exceptionnellement et après dérogation, la Commission peut accepter des candidatures lorsque votre employeur est un organisme du secteur public (e.g. agence ou institut de régularisation), une université ou un organisme de recherche indépendant.
- Compétences linguistiques : avoir une connaissance approfondie d'une des langues de l'Union européenne et une connaissance satisfaisante d'une autre langue de l'Union européenne dans la mesure nécessaire aux fonctions qu'il est appelé à exercer. Si vous venez d'un pays tiers, vous devrez justifier posséder une connaissance approfondie de la langue de l'Union européenne nécessaire à l'accomplissement des tâches qui vous seront confiées.

Conditions du détachement

Durant toute la durée de votre détachement, vous devrez rester employé et rémunéré par votre employeur et devrez également rester couvert par votre sécurité sociale (nationale).

Vous exercerez vos fonctions au sein de la Commission dans les conditions fixées par la décision END précitée et serez soumis(e) aux règles de confidentialité, de loyauté et d'absence de conflit d'intérêts qui y sont définies.

Dans le cas où le poste est publié avec indemnités de séjour, celles-ci ne vous seront octroyées que si vous remplissez les conditions prévues à l'article 17 de la décision END.

Le personnel en poste dans une délégation de l'Union européenne doit obligatoirement disposer d'une habilitation de sécurité (jusqu'au niveau SECRET UE/EU SECRET conformément [à la décision de la Commission \(EU – Euratom\) 2015/444 du 13 mars 2015](#). Il vous appartient de lancer cette procédure d'habilitation de sécurité avant d'obtenir la confirmation de votre détachement.



Soumission des candidatures et procédure de sélection

Si vous êtes intéressé ou si vous avez des questions, veuillez suivre les instructions et les canaux de communication établis par votre administration nationale.

La Commission Européenne **acceptera seulement les candidatures qui auront été soumises par l'intermédiaire de la Représentation Permanente / Mission Diplomatique de votre pays auprès de UE, le secrétariat de l'AELE (EFTA) ou par le(s) canal (canaux) qui aura (auront) été spécifiquement convenu(s).** Les candidatures reçues directement de votre part ou de votre employeur ne seront pas prises en considération.

Vous devez envoyer votre candidature sous format **CV Europass** ([Créez votre CV Europass | Europass](#)) en français, anglais ou allemand. Votre CV doit obligatoirement mentionner votre nationalité.

Veuillez ne pas ajouter d'autres documents (tels que copie de carte d'identité, copie des diplômes ou attestation d'expérience professionnelle, etc.). Le cas échéant, ces documents vous seront demandés ultérieurement.

Traitement des données à caractère personnel

La Commission européenne veillera à ce que les données à caractère personnel des candidats soient traitées dans le plein respect du règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil ⁽³⁾. Ces dispositions s'appliquent en particulier à la confidentialité et à la sécurité de ces données. Avant de postuler, veuillez lire la déclaration de confidentialité.

⁽³⁾ Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) n° 45/2001 et la décision n° 1247/2002/CE (JO L 295 du 21.11.2018, p. 39).



Zulassungsbedingungen

Abordnungen fallen unter den **Beschluss C(2008) 6866 der Kommission vom 12.11.2008** über die Regelung für zur Kommission abgeordnete oder sich zu Zwecken der beruflichen Weiterbildung bei der Kommission aufhaltende nationale Sachverständige (ANS-Beschluss).

Gemäß dem ANS-Beschluss müssen Sie **zu Beginn der Abordnung** die folgenden Zulassungskriterien erfüllen:

- Berufserfahrung: eine mindestens dreijährige Berufserfahrung mit Aufgaben im administrativen, justiziellen, wissenschaftlichen oder technischen Bereich in beratender oder leitender Funktion, die mit den Tätigkeiten der Funktionsgruppe Administration (AD) vergleichbar ist.
- Dienstalter: ein Dienstalter von mindestens einem Jahr (12 Monate) bei Ihrem derzeitigen Arbeitgeber in einem dienst- oder vertragsrechtlichen Verhältnis.
- Arbeitgeber: es muss sich um eine nationale, regionale oder lokale Verwaltung oder eine zwischenstaatliche öffentliche Organisation handeln; ausnahmsweise kann die Kommission nach einer besonderen Ausnahmeregelung Anträge annehmen, wenn es sich bei Ihrem Arbeitgeber um eine öffentliche Stelle (z. B. eine Agentur oder ein Regulierungsinstitut), eine Universität oder ein unabhängiges Forschungsinstitut handelt.
- Sprachkenntnisse: gründliche Kenntnisse einer Sprache der Europäischen Union und ausreichende Kenntnisse einer weiteren Sprache der Europäischen Union in dem für die Wahrnehmung der Funktion erforderlichen Maße. Sollten Sie aus einem Drittland kommen, müssen Sie nachweisen, dass Sie über gründliche Kenntnisse in der zur Ausübung Ihrer Tätigkeit erforderlichen Sprache der Europäischen Union verfügen.

Bedingungen für die Abordnung nationaler Sachverständiger

Während der gesamten Dauer der Abordnung müssen Sie bei Ihrem Arbeitgeber angestellt bleiben, von diesem Ihre Bezüge erhalten und auch weiterhin Ihrem (nationalen) Sozialversicherungssystem angeschlossen bleiben.

Sie werden Ihre Aufgaben innerhalb der Kommission nach Maßgabe des genannten ANS-Beschlusses ausüben und den darin festgelegten Bestimmungen über Vertraulichkeit, Loyalität und Nichtvorliegen von Interessenkonflikten unterliegen.

Falls diese Stelle mit Vergütungen ausgeschrieben wird, können diese nur gewährt werden, wenn Sie die Bedingungen gemäß Artikel 17 des ANS-Beschlusses erfüllen.

Mitarbeiter/Mitarbeiterinnen, die in eine Delegation der Europäischen Union entsandt werden, benötigen eine Sicherheitsüberprüfung (nach SECRET UE/EU SECRET Niveau



gemäß der [Entscheidung der Kommission \(EU-Euratom\) 2015/444, O.J. L 72, 17.03.2015, p.53](#)). Es obliegt Ihnen, das Überprüfungsverfahren vor der Abordnung einzuleiten.

Bewerbung und Auswahlverfahren

Sollten Sie Interesse haben oder Fragen bestehen, folgen Sie bitte den von Ihrer nationalen Verwaltung eingerichteten Anweisungen und Kommunikationswegen.

Die Europäische Kommission akzeptiert nur Bewerbungen, die über die Ständige Vertretung/Diplomatische Vertretung bei der EU Ihres Landes, das EFTA-Sekretariat oder über die Kanäle, denen sie ausdrücklich zugestimmt hat, eingereicht wurden. Bewerbungen, die direkt von Ihnen oder Ihrem Arbeitgeber eingehen, werden nicht berücksichtigt.

Sie sollten Ihren Lebenslauf auf Englisch, Französisch oder Deutsch im Europass CV Format verfassen ([Erstellen Sie Ihren Europass-Lebenslauf | Europass](#)). Ihre Nationalität muss darin angegeben sein.

Bitte fügen Sie Ihrer Bewerbung keine anderen Dokumente (wie Kopien des Personalausweises, Kopien von Abschlusszeugnissen, Nachweise der Berufserfahrung usw.) bei. Diese Dokumente sind gegebenenfalls in einem späteren Stadium des Auswahlverfahrens vorzulegen.

Verarbeitung personenbezogener Daten

Die Kommission trägt dafür Sorge, dass die personenbezogenen Daten der Bewerber/innen gemäß den Anforderungen der Verordnung (EU) 2018/1725 des Europäischen Parlaments und des Rates verarbeitet werden ⁽⁴⁾. Dies gilt insbesondere für die Vertraulichkeit und Sicherheit dieser Daten. Bevor Sie sich bewerben, lesen Sie bitte die beigefügte Datenschutzerklärung.

⁽⁴⁾ Verordnung (EU) 2018/1725 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2018 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten durch die Organe, Einrichtungen und sonstigen Stellen der Union, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 45/2001 und des Beschlusses Nr. 1247/2002/EG (ABl. L 295 vom 21.11.2018, S. 39).“